



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

Groupement de commandes
Coordonnateur : Commune des Thuiles

RÉPARATION DE VOIRIES COMMUNALES ET ENFOUISSEMENT DES RÉSEAUX

N° du CCAP : IT-21-129-MOE

**Commune des Thuiles
Mairie des THUILES
1 Place Fernand Gilly
04400 LES THUILES
Tel. 04 92 81 10 03
Courriel : mairie@lesthuiles.fr**

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| 1 - Dispositions générales du contrat | 4 |
| 1.1 - Objet du contrat | 4 |
| 1.2 - Décomposition du contrat..... | 4 |
| 1.3 - Réalisation de prestations similaires..... | 5 |
| 2 - Pièces contractuelles..... | 5 |
| 3 - Intervenants | 5 |
| 3.1 - Assistance à maîtrise d'ouvrage..... | 5 |
| 3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs..... | 5 |
| 3.3 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants..... | 6 |
| 3.4 - Sous-traitance | 6 |
| 4 - Missions..... | 6 |
| 5 - Durée et délais d'exécution | 7 |
| 5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations | 7 |
| 5.2 - Durée du contrat | 7 |
| 5.3 - Délais d'exécution des tranches | 8 |
| 6 - Prix..... | 8 |
| 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués | 8 |
| 6.2 - Forfait de rémunération | 9 |
| 6.3 - Modalités de variation des prix | 9 |
| 6.4 - Dispositions spécifiques aux tranches | 9 |
| 7 - Avance..... | 10 |
| 8 - Modalités de règlement des comptes..... | 10 |
| 8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs..... | 10 |
| 8.2 - Pourcentage de rémunération par élément..... | 11 |
| 8.3 - Présentation des demandes de paiement..... | 11 |
| 8.4 - Délai global de paiement | 12 |
| 8.5 - Paiement des cotraitants | 12 |
| 8.6 - Paiement des sous-traitants..... | 12 |
| 9 - Engagement du maître d'œuvre | 12 |
| 9.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux | 12 |
| 9.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux | 13 |
| 10 - Conditions d'exécution des prestations..... | 14 |
| 10.1 - Présentation des livrables | 14 |
| 10.2 - Organisation des réunions de chantier..... | 16 |
| 10.3 - Emission des ordres de services | 16 |
| 10.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs..... | 17 |
| 10.5 - Instruction des mémoires en réclamation | 17 |
| 10.6 - Arrêt de l'exécution des prestations | 17 |
| 10.7 - Achèvement de la mission..... | 18 |
| 11 - Développement durable..... | 18 |
| 12 - Garantie des prestations..... | 18 |
| 13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle | 18 |
| 14 - Pénalités..... | 18 |
| 14.1 - Pénalités de retard..... | 18 |
| 15 - Assurances | 20 |
| 16 - Résiliation du contrat..... | 20 |
| 16.1 - Conditions de résiliation..... | 20 |
| 16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire | 20 |

| | |
|--|----|
| 17 - Règlement des litiges et langues..... | 21 |
| 18 - Dérogations..... | 21 |

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
RÉPARATION DE VOIRIES COMMUNALES ET ENFOUISSEMENT DES RÉSEAUX

Le présent marché, conclu par le biais d'un groupement de commande, a pour objet le recrutement d'un maître d'œuvre pour l'étude et la réalisation d'un programme de réparation de voirie, d'enfouissement, de réfection et de renforcement des réseaux. Il comporte :

* Maitrise ouvrage commune des Thuiles

- les réparations de voirie visant en la remise à l'état de l'infrastructure dans ses caractéristiques géométriques et fonctions initiales,

- la réfection du parement de mur de soutènement aval en maçonnerie au droit de la parcelle AB173,

- la création d'un réseau de drainage de voirie et collectes des eaux toitures des habitations riveraines vers l'exutoire existant "le torrent des Thuiles",

- la réfection et le renforcement des réseaux d'AEP communaux,

- la coordination d'entreprises de travaux sur réseaux secs des concessionnaires des voiries.

* Maitrise ouvrage Communauté de Communes Vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon

- la réfection et création de réseaux EU sous maîtrise d'ouvrage.

Lieu(x) d'exécution :

• la RD309 route de l'Aupillon sur 300m à partir du carrefour avec la RD900,

• la route de la Vicarie prolongeant la RD309 (70m),

• la route des siphons en globalité (160m),

• la rue du cadran solaire sur 80m à partir du carrefour RD309.

04400 Les thuiles

Le marché s'exécute dans le cadre d'un groupement de commandes conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique avec les organismes suivants :

Communauté de Communes Vallée de l'Ubaye - Serre-Ponçon

Le coordonnateur du groupement de commandes est la commune des Thuiles. Il aura en charge le portage de la consultation telle que prescrit par convention du 12/04/2024. Chaque membre signe, notifie et suit l'exécution du marché.

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages infrastructure en réutilisation ou réhabilitation.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 4 tranches :

| Tranche(s) | Désignation |
|------------|--|
| TF | Réparations de voirie et drainage de voirie Réparations de voirie visant en la remise à l'état de l'infrastructure dans ses caractéristiques géométriques et fonctions initiales, Réfection du parement de mur de soutènement aval en maçonnerie au droit de la parcelle AB173, Création d'un réseau de drainage de voirie et collectes des eaux toitures des habitations riveraines vers l'exutoire existant "le torrent des Thuiles", |
| TO001 | Réfection et renforcement de réseaux d'AEP Réfection et le renforcement de réseaux d'AEP communaux, |

| Tranche(s) | Désignation |
|------------|--|
| TO002 | Réfection et création de réseaux EU Réfection et création de réseaux EU sous maîtrise d'ouvrage Communauté de Communes Vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon par le biais d'un groupement de commande, |
| TO003 | Coordination des entreprises de travaux Coordination des travaux avec les entreprises sur réseaux secs des concessionnaires des voiries |

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières (notamment l'imprimé DC4 en cas de déclaration de sous traitance)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de maîtrise d'oeuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux, en vigueur lors de la remise des offres ou lors du mois d'établissement des prix (mois Mo études) :
- Le programme de l'opération de la commune des Thuiles constitué par la notice d'étude préalable IT-21-129 validée le 24/10/2023
- Le programme de l'opération de la CCVUSP constitué par la note de description projet Renouvellement réseaux EU.
- Le mémoire technique justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat remis avec l'offre.

3 - Intervenants

3.1 - Assistance à maîtrise d'ouvrage

Une assistant à maîtrise d'ouvrage est confiée à l'agence départementale - Ingénierie et Territoires 04, Hôtel du Département, 13 rue du Docteur Romieu, CS 70 216, 04995 DIGNE LES BAINS CEDEX pour la tranche ferme et le tranche conditionnelle n°3.

Téléphone : 04 92 30 08 50

Mail : contact@it04.fr

3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

3.3 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions. Dans le cadre de ses missions, le maître d'œuvre est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent marché. En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

3.4 - Sous-traitance

Les tâches essentielles effectuées exclusivement par le titulaire sont :

Les tâches relatives à la tranche ferme sont effectuées exclusivement par le titulaire.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

4 - Missions

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles L. 2410-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le détail des missions est le suivant :

Eléments de mission témoin :

| Tranche(s) | Mission(s) | Désignation |
|------------|------------|---|
| TF | PRO | Etudes de projet |
| TF | ACT | Assistance pour la passation du contrat de travaux |
| TF | VISA | Conformité et visa d'exécution au projet |
| TF | DET | Direction de l'exécution des travaux |
| TF | AOR | Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement |
| TO001 | AVP | Avant-projet |
| TO001 | PRO | Etudes de projet |
| TO001 | ACT | Assistance pour la passation du contrat de travaux |
| TO001 | VISA | Conformité et visa d'exécution au projet |
| TO001 | DET | Direction de l'exécution des travaux |
| TO001 | AOR | Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement |
| TO002 | AVP | Avant-projet |
| TO002 | PRO | Etudes de projet |
| TO002 | ACT | Assistance pour la passation du contrat de travaux |
| TO002 | VISA | Conformité et visa d'exécution au projet |
| TO002 | DET | Direction de l'exécution des travaux |

| Tranche(s) | Mission(s) | Désignation |
|------------|------------|---|
| TO002 | AOR | Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement |

Autres éléments de mission :

Les commandes des missions optionnelles sont prescrites dans le cadre des actes de notification des tranches figurant au chapitre 5.3 du CCAP.

| Tranche(s) | Mission(s) | Désignation |
|------------|-----------------------|--|
| TO001 | DIAG (optionnelle) | Etude de diagnostic optionnelle |
| TO002 | DIAG (optionnelle) | Etude de diagnostic optionnelle |
| TO003 | OPC | Ordonnancement, pilotage et coordination |

| Tranche(s) | Précisions des éléments de mission |
|------------|---|
| TF | Maîtrise d'ouvrage communale. |
| TO001 | Maîtrise d'ouvrage communale. |
| TO002 | Maîtrise d'ouvrage Communauté de Communes Vallée de l'Ubaye - Serre-Ponçon. |
| TO003 | Maitrise d'ouvrage diverses. |

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

En cas de recouvrement des tranches dans le temps, la durée globale minimum prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 1 an et 7 mois.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 28/10/2024.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 28/05/2026.

5.2 - Durée du contrat

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 15.3 du CCAG-MOE.

5.3 - Délais d'exécution des tranches

La durée prévisionnelle de chaque tranche est fixé(e) comme suit :

| Tranche(s) | Délai | Date de début | Date de fin | Précisions |
|------------|----------------|---------------|-------------|------------|
| TF | 1 an et 7 mois | | | |
| TO001 | 1 an et 7 mois | | | |
| TO002 | 1 an et 7 mois | | | |
| TO003 | 8 mois | | | |

Ces délais partent, pour chaque tranche, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations lui incombant.

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations d'une tranche optionnelle court à compter du début d'exécution de la tranche ferme. Il est indiqué ci-dessous :

| Tranche(s) optionnelle(s) | Délai limite de notification |
|--|------------------------------|
| TO001 : Réfection et renforcement de réseaux d'AEP | 1 mois |
| TO002 : Réfection et création de réseaux EU | 2 mois |
| TO003 : Coordination des entreprises de travaux | 10 mois |

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le montant du forfait de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre suivant :

- les contraintes, exigences, besoins et objectifs fixés par le programme de l'opération ;
- l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage ;
- les éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local, à la nature, à la spécificité du projet et des impacts induits ;
- le délai de contrôle de l'assistant au maître de l'ouvrage et validation du maître de l'ouvrage ;
- le délai résultant des procédures réglementaires et mode de dévolution des marchés de travaux ;
- les aléas relatifs à l'exécution des travaux ;
- le fractionnement de l'opération (option, tranche, allotissement) ou l'analyse de variante,,
- A la demande du maître d'ouvrage, la présence et la conduite de réunion par le titulaire en cours des missions ayant pour objet l'information, le cadrage ou la prise de décision en fonction de la complexité de l'opération.

La fréquence de ces réunions est au minimum de :

- > de deux réunions par éléments de mission d'une durée inférieure ou égale à un mois,
- > de deux réunions par mois pour les missions d'une durée supérieure à un mois.

A l'issue de ces réunions, le maître d'œuvre assure la rédaction et la diffusion d'un compte rendu dans le délai de trois jours.

6.2 - Forfait de rémunération

Les modalités de rémunération des prestations sont définies par tranche.

Le forfait de rémunération est provisoire. Il correspond au produit du taux de rémunération t fixé à l'acte d'engagement par le montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage.

Le forfait de rémunération devient définitif lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de la mission PRO.

Le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement par le montant du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre.

Un avenant arrête définitivement le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre et le forfait définitif de rémunération conformément aux dispositions des articles L. 2432-1, L. 2432-2 et R. 2432-2 à R. 2432-7 du Code de la commande publique.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

6.3 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du 1er jour du mois de calendrier qui précède celui de la signature de l'acte d'engagement par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (ING (n) / ING (o))$$

Tous les forfaits.

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

6.4 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

7 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-MOE.

Pour chaque tranche, les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

| Tranche | Code mission | Acompte(s) | Pourcentage |
|---------|--------------|---|-------------|
| TF | ACT | A la remise du DCE | 50.0 |
| | ACT | A l'approbation du maître d'ouvrage | 30.0 |
| | ACT | Après la mise au point des marchés de travaux | 20.0 |
| | DET | Avant la remise du DGD | 90.0 |
| | DET | Après la remise du DGD | 10.0 |
| | AOR | Avant la levée des réserves | 65.0 |
| | AOR | Après la levée des réserves | 15.0 |
| | AOR | A la remise du DOE | 15.0 |
| | AOR | A la fin du délai de garantie de parfait achèvement | 5.0 |
| TO001 | AVP | A la remise du dossier | 80.0 |
| | AVP | A l'approbation du maître d'ouvrage | 20.0 |
| | PRO | A la remise du dossier | 80.0 |
| | PRO | A l'approbation du maître d'ouvrage | 20.0 |
| | ACT | A la remise du DCE | 50.0 |
| | ACT | A l'approbation du maître d'ouvrage | 30.0 |
| | ACT | Après la mise au point des marchés de travaux | 20.0 |
| | DET | Avant la remise du DGD | 90.0 |
| | DET | Après la remise du DGD | 10.0 |
| | AOR | Avant la levée des réserves | 65.0 |
| | AOR | Après la levée des réserves | 15.0 |

| Tranche | Code mission | Acompte(s) | Pourcentage |
|---------|--------------|---|-------------|
| TO002 | AOR | A la remise du DOE | 15.0 |
| | AOR | A la fin du délai de garantie de parfait achèvement | 5.0 |
| | AVP | A la remise du dossier | 80.0 |
| | AVP | A l'approbation du maître d'ouvrage | 20.0 |
| | PRO | A la remise du dossier | 80.0 |
| | PRO | A l'approbation du maître d'ouvrage | 20.0 |
| | ACT | A la remise du DCE | 50.0 |
| | ACT | A l'approbation du maître d'ouvrage | 30.0 |
| | ACT | Après la mise au point des marchés de travaux | 20.0 |
| | DET | Avant la remise du DGD | 90.0 |
| | DET | Après la remise du DGD | 10.0 |
| | AOR | Avant la levée des réserves | 65.0 |
| | AOR | Après la levée des réserves | 15.0 |
| | AOR | A la remise du DOE | 15.0 |
| | AOR | A la fin du délai de garantie de parfait achèvement | 5.0 |

Pour les missions optionnelles DIAG "Etude de diagnostic" relatives aux tranches conditionnelles TO001 et TO002, les acomptes sont établis aux pourcentages et échéances suivantes :

- 80% à la remise du livrable,
- 20% lors de son approbation par le maître d'ouvrage

8.2 - Pourcentage de rémunération par élément

Les pourcentages de chaque mission seront précisés par chaque candidat en annexe de l'acte d'engagement.

8.3 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

Vos factures dématérialisées doivent en outre comporter les informations suivantes :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 21040220200019
- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le numéro de marché
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- la date de facturation.
- Le code marché qui figure sur la page de garde de l'acte d'engagement.

- Le cas échéant, le numéro d'engagement figurant sur le bon de commande.

8.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-MOE.

8.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Engagement du maître d'œuvre

9.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux

Les dispositions concernant l'engagement du maître d'œuvre sont fixées par tranche.

Enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage :

Cette enveloppe financière comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme annexé.

Définition du coût prévisionnel des travaux établie par le maître d'œuvre et engagement :

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de la mission PRO sur la base du coût prévisionnel des travaux.

Le calcul de ce coût prévisionnel est assorti d'un taux de tolérance de 10,0 %

Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

Prise en compte des modifications intervenues :

Si après fixation du coût prévisionnel des travaux, le maître d'ouvrage décide de modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur le coût prévisionnel des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant.

Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises :

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux selon la formule suivante :

Coût de référence des travaux = coût cumulé des marchés de travaux x coefficient de réajustement

Le coût cumulé des marchés de travaux correspond au montant global de l'offre ou des offres considérée(s) comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage.

Le coefficient de réajustement correspond au rapport entre l'index TP01 du mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre, et l'index TP01 du mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Conséquences du non respect de l'engagement :

Si le coût de référence des travaux est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux. Il peut également demander la reprise des études dans un délai de 30 jours. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire.

Sur la base de ces nouvelles études et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure.

9.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux

Coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter. Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

Tolérance sur le coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 10,0 %

Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

Comparaison entre réalité et tolérance :

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

Conséquences du non respect de l'engagement :

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte

une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 0,5 %

Cependant, conformément aux articles L. 2432-1 et R. 2432-4 du Code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15,0 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Il est précisé que des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Mairie des THUILES
1 Place Fernand Gilly
04400 LES THUILES

mairie@lesthuiles.fr

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-MOE.

10.1 - Présentation des livrables

Pour chaque tranche, les livrables seront remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires suivants :

| Tranche | Code | Désignation du livrable | Délai | Nombre d'exemplaires |
|---------|-------|--|------------|----------------------|
| TF | PRO | Etudes de projet | 3 semaines | 2 |
| | DCE | Dossier de consultation des entreprises | 3 semaines | 2 |
| | RAP | Rapport analyse des offres | 5 jours | 2 |
| | VISA | Conformité et visa d'exécution au projet | 2 mois | 2 |
| | DOE | Dossier des ouvrages exécutés | 3 semaines | 2 |
| TO001 | DIAG | Diagnostic | 4 semaines | 2 |
| | AVP | Avant-projet | 3 semaines | 2 |
| | PRO | Etudes de projet | 3 semaines | 2 |
| | DCE | Dossier de consultation des entreprises | 3 semaines | 2 |
| | RAP | Rapport analyse des offres | 5 jours | 2 |
| | VISA | Conformité et visa d'exécution au projet | 2 mois | 2 |
| | DOE | Dossier des ouvrages exécutés | 3 semaines | 2 |
| | TO002 | DIAG | Diagnostic | 4 semaines |

| Tranche | Code | Désignation du livrable | Délai | Nombre d'exemplaires |
|---------|------|--|------------|----------------------|
| | AVP | Avant-projet | 3 semaines | 2 |
| | PRO | Etudes de projet | 3 semaines | 2 |
| | DCE | Dossier de consultation des entreprises | 3 semaines | 2 |
| | RAP | Rapport d'analyse des offres | 5 jours | 2 |
| | VISA | Conformité et visa d'exécution au projet | 2 mois | 2 |
| | DOE | Dossier des ouvrages exécutés | 3 semaines | 2 |
| TO003 | OPC | OPC | 15 jours | 2 |

Sous format dématérialisé à l'adresse du maître d'ouvrage et de son assistant.

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- 1er livrable : date du début d'exécution des prestations.
- Livrables suivants : date de notification au maître d'œuvre de la décision de réception du livrable précédent prise par le maître d'ouvrage.
- Dossier des ouvrages exécutés (DOE) : date de réception des travaux.

Pour chaque tranche, la décision par le maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, d'ajourner, d'admettre avec réfaction ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

| Tranche | Code | Désignation du livrable | Délai de réception |
|---------|------|--|--------------------|
| TF | PRO | Etudes de projet | 2 semaines |
| | DCE | Dossier de consultation des entreprises | 2 semaines |
| | RAP | Rapport analyse des offres | 2 jours |
| | VISA | Conformité et visa d'exécution au projet | 2 semaines |
| | DOE | Dossier des ouvrages exécutés | 2 semaines |
| TO001 | DIAG | Diagnostic | 2 semaines |
| | AVP | Avant-projet | 2 semaines |
| | PRO | Etudes de projet | 2 semaines |
| | DCE | Dossier de consultation des entreprises | 2 semaines |
| | RAP | Rapport analyse des offres | 2 jours |
| | VISA | Conformité et visa d'exécution au projet | 2 semaines |
| | DOE | Dossier des ouvrages exécutés | 2 semaines |
| TO002 | DIAG | Diagnostic | 2 semaines |
| | AVP | Avant-projet | 2 semaines |

| Tranche | Code | Désignation du livrable | Délai de réception |
|---------|------|--|--------------------|
| | PRO | Etudes de projet | 2 semaines |
| | DCE | Dossier de consultation des entreprises | 2 semaines |
| | RAP | Rapport d'analyse des offres | 2 jours |
| | VISA | Conformité et visa d'exécution au projet | 2 semaines |
| | DOE | Dossier des ouvrages exécutés | 2 semaines |
| TO003 | OPC | OPC | 15 jours |

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable précédent par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans ces délais ou si le maître d'ouvrage décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 deuxième alinéa du CCAG-MOE.

L'admission tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

10.2 - Organisation des réunions de chantier

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier du commencement d'exécution des travaux jusqu'à leur réception.

Fréquence des réunions : Une réunion par semaine.

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les 3 jours ouvrés qui suivent la réunion.

Les locaux de la mairie sont mis à disposition du maître d'œuvre afin d'y mener les réunions hebdomadaires après visite de chantier.

10.3 - Emission des ordres de services

Emission des ordres de service par le maître d'œuvre :

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux et dans un délai de 5 jours à compter de la décision du maître d'ouvrage.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité journalière de retard fixée à 50,00 €.

Cependant, en l'absence de contreseing ou de décision écrite préalable du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ne peut jamais notifier des ordres de service relatifs :

- notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus
- notification de la date de commencement des travaux

10.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs

Vérification des projets de décomptes mensuels :

Le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il met à disposition du maître de l'ouvrage, sur le portail public de facturation, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 5 jours à compter de sa mise à disposition sur le portail public de facturation par l'entrepreneur.

Vérification du projet de décompte final :

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général et le met à disposition du maître d'ouvrage sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final puis à sa transmission au maître d'ouvrage via le portail public de facturation est fixé à 10 jours à compter de la date de réception du document.

Conditions d'intervention du maître d'œuvre en cas de facturation électronique

Le maître d'œuvre est tenu de disposer d'un compte sur le portail public de facturation "Chorus Pro" et d'activer l'espace de travail "Factures de travaux".

Lorsque l'entrepreneur dépose un projet de décompte dans la solution Chorus Pro, il appartient au maître d'œuvre de récupérer le document, puis de le traiter et valider, avant de le réinjecter dans Chorus Pro.

Afin de l'aider dans cette démarche, la documentation relative au traitement des factures de travaux est à la disposition du maître d'œuvre sur le site de la « Communauté Chorus Pro » (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/traitement-des-factures-de-travaux-par-une-moe/>).

10.5 - Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de 25 jours à compter de leur date de réception par le maître d'œuvre.

10.6 - Arrêt de l'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

10.7 - Achèvement de la mission

Le maître d'ouvrage prononce la réception, à l'achèvement de la mission, sur demande du maître d'œuvre, dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE. Cette décision constate que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

11 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

12 - Garantie des prestations

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-4 du Code civil.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 24 du CCAG-MOE, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/300 de la valeur HT des prestations en retard.

Pour chaque tranche, en cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables, le maître d'œuvre encourt les pénalités suivantes, par jour de retard :

| Tranche | Code livrable | Pénalité |
|---------|---------------|----------|
| TF | PRO | 1,0/300 |
| | DCE | 1,0/300 |
| | RAP | 50,00 € |
| | VISA | 1,0/300 |
| | DOE | 1,0/300 |
| TO001 | DIAG | 1,0/300 |
| | AVP | 1,0/300 |
| | PRO | 1,0/300 |
| | DCE | 1,0/300 |

| Tranche | Code livrable | Pénalité |
|---------|---------------|----------|
| | RAP | 50,00 € |
| | VISA | 1,0/300 |
| | DOE | 1,0/300 |
| TO002 | DIAG | 1,0/300 |
| | AVP | 1,0/300 |
| | PRO | 1,0/300 |
| | DCE | 1,0/300 |
| | RAP | 50,00 € |
| | VISA | 1,0/300 |
| | DOE | 1,0/300 |
| TO003 | OPC | |

En cas de non respect du délai de vérification des projets de décomptes mensuels fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 1,0/300 du montant de l'acompte de travaux correspondant.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de non respect du délai de vérification du projet de décompte final fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 300,00 €.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour de retard est fixé à 500,00 €.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 15,0 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-MOE, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Marseille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 15.1.4 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 10.3 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 10.6 du CCAP déroge aux articles 27 à 31 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 18.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.4 du CCAG - Maîtrise d'œuvre